



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'emploi,  
du travail, des solidarités et de la  
protection des populations du Doubs**

Service Vétérinaire  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 19/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARL D'ABATTAGE PONTISSALIENNE**

Rocade George Pompidou  
25300 PONTARLIER

Référence : CM/2024/02901  
Code AIOT : 0052500740

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2024 dans l'établissement SARL D'ABATTAGE PONTISSALIENNE implanté Rocade George Pompidou 25300 Pontarlier. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contrôle des installations dans le cadre de la mise en conformité de la station de prétraitement des rejets aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL D'ABATTAGE PONTISSALIENNE
- Rocade George Pompidou 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0052500740
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un abattoir multi-espèces, soumis à autorisation au titre de la rubrique 2210 de la nomenclature des ICPE.

Le tonnage actuel est de 1750 t de carcasses/ an pour un arrêté d'autorisation d'exploiter à 1500 t/ an.

Une nouvelle station de prétraitement des effluents liquides à été mise en service en mai 2024.  
Les installations ont été modifiées par extension des bâtiments :

- bouverie / porcherie,
  - chambres froides,
  - atelier de découpe,
- et création de cuves de rétention pour les eaux susceptibles d'être polluées.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10	Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17	Demande d'action corrective	1 mois
13	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29	Demande d'action corrective	2 mois
17	Surveillance des émissions	Autre du 24/05/2022, article 24	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Sans objet
3	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9	Sans objet
7	Déclaration des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13	Sans objet
8	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14	Sans objet
9	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15	Sans objet
11	Rétention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19	Sans objet
12	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26	Sans objet
14	Traitement des boues	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30	Sans objet
15	épandage	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31	Sans objet
16	Surveillance des émissions	Autre du 24/05/2022, article 2.1	Sans objet
18	Fréquence de surveillance	Autre du 24/05/2022, article 6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations ont été apportées au fonctionnement général des installations, levant ainsi une partie des non-conformités relevées lors des précédents contrôles, en particulier :

- la mise en service d'une nouvelle station de prétraitement qui a permis de corriger les non-conformités, régulièrement, relevées en termes de dépassement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux avant traitement par la STEP de la Communauté de communes du Grand Pontarlier,
- la création de bassins de rétention pour les eaux susceptibles d'être polluées : 2 cuves enterrées ;

Pour autant, d'autres non-conformités ont été observées, notamment :

- le traitement des sous-produits animaux de catégorie 2 par une société non autorisée,
- l'absence de consigne d'utilisation des cuves de rétention,
- le retard de vérification périodique pour les extincteurs précédents.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation.
<b>Constats :</b>  Le site est entièrement clos. Un portail à fermeture automatique permet de restreindre l'accès du site aux seules personnes autorisées. Cependant, il a été constaté que les horaires de fermeture ne sont pas adaptées : le portail reste ouvert après le départ de l'ensemble des personnels d'abattoir. Madame LETONDAL, s'engage à modifier les horaires de fermeture. Des dispositifs sont mis en place pour empêcher la fuite des animaux en attente d'abattage : fermeture individuelle de chaque case complétée par la fermeture de la bouverie et de la porcherie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 2 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence.  Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
<b>Constats :</b>  Les abords du site sont entretenus et propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 3 : Exploitation et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes d'exploitation de l'installation comportent explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et de ses dangers et inconvénients.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance directe de la responsable qualité et de la directrice de l'abattoir.  Les consignes d'exploitation n'ont pas fait l'objet du présent contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.  L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques font l'objet de contrôles périodiques. Le contrôle réalisé pour l'année 2024 présente la conclusion suivante : " l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". Il est à noter que ce contrôle n'a pas pris en compte les installations électriques présentes dans l'atelier de découpe (ce local n'est pas encore mis en service).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les installations électriques présentes dans les nouveaux locaux devront faire l'objet d'une vérification électrique initiale avant mise en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.</p> <p>L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>la mise en place de 8 extincteurs associés à leur lieu d'implantation : Les installations ayant subies des modifications, cette prescription n'est plus adaptée. Des extincteurs adaptés aux risques sont répartis au sein des installations en fonctionnement. La dernière vérification périodique a été réalisée en octobre 2023. Un devis a été établi le 14 octobre 2024, par la société "Extincteurs Feuvrier", pour la mise en place de nouveaux extincteurs dans l'ensemble des nouvelles installations.</li><li>la présence de deux poteaux incendie situés à 60 et 100 mètres des installations : inchangé ;</li><li>la présence d'un système de détection et d'alarme incendie : aucun dispositif de détection et/ ou d'alarme incendie n'est mis en place.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Les documents suivants sont à transmettre au service d'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un plan des locaux, mis à jour, recensant les locaux à risque et les équipements liés à la défense incendie,</li><li>- le document attestant de la vérification périodique des extincteurs pour l'année 2024.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.</p>

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

**Constats :**

Deux cuves de rétention des eaux susceptibles d'être polluées ont été mises en place. Il manque, néanmoins, les consignes de fonctionnement de ce dispositif d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées et le(s) mode(s) de traitement des eaux collectées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Déclaration des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement est déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un enregistrement sous forme de compte rendu écrit (origine et causes du phénomène, conséquences, mesures prises pour y parer et pour éviter qu'il ne se reproduise...) transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Aucune pollution accidentelle n'a été constatée et/ ou déclarée au service de l'inspection des installations classées que ce soit pas l'exploitant ou des tiers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

**Constats :**

Le réseau de collecte est de type séparatif.  
Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un sinistre sont collectées dans 2 cuves de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.</p> <p>Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Aire de nettoyage et désinfection des véhicules :</u> Elle est située à l'arrière des bâtiments d'abattage, elle est aménagée de façon à ce que les eaux issues du nettoyage et de la désinfection des véhicules soient collectées et traitées via la station de prétraitement.</p> <p><u>Locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale :</u> Les revêtements de murs et de sols sont construits en matériaux permettant un nettoyage et une désinfection efficaces.</p> <p><u>Sols des installations d'abattage, de découpe et les annexes :</u> Les sols sont, dans leur ensemble, en bon état. La conception des aires de collecte permet une collecte séparée du sang et des eaux de nettoyage et désinfection : - vers une cuve de stockage pour le sang - vers la station de prétraitement pour les autres effluents.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p>

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

**Constats :**

Le glycol est stocké dans une cuve de 100 litres à simple paroi, en extérieur, sans dispositif de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

À l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

**Constats :**

Déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage :

Le stockage de ces matières se fait dans une chambre froide dédiée, dont le sol est imperméable et équipé d'un siphon de collecte (avec panier grillagé). Les effluents issus de ce local sont dirigés vers la station de prétraitement.

En attente d'enlèvement les bacs de stockage sont positionnés à l'extérieur sur une aire imperméable dont les effluents sont collectés et traités par la station de prétraitement. Ils sont sortis au moment de leur enlèvement par les services d'équarrissage.

Aire réservée aux fumiers et matières stercoraires :

Les matières stercoraires et les déjections animales sont stockées en benne dans un local semi-ouvert.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Pré-traitement des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 26

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

**Prescription contrôlée :**

L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

**Constats :**

Une station de prétraitement a été mise en service en juin 2024.

Elle est composée :

D'un dégrillage de 6 mm, d'un poste de relevage (avec pompe de secours), d'un tamis rotatif de 750 micromètres pour un débit de 10m<sup>3</sup>/ h, d'une cuve de floculation, d'un aéroflottateur de 10m<sup>3</sup>/ h, d'un dispositif de prélèvement automatique, d'un système d'autocontrôle (t°C, pH et débit) et d'un dispositif de désodorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 29

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

**Prescription contrôlée :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.



Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

**Constats :**

Il n'a pas été observé d'amoncellement de déchets dans ou autour des bâtiments.

Une non-conformité a été observée en ce qui concerne la filière de collecte et de traitement des matières stercoraires, des lisiers et des fumiers :

Ces matières sont des sous-produits animaux de catégorie 2 et doivent être traités dans un établissement autorisé.

Sur site les matières stercoraires, les lisiers et les fumiers subissent, avant collecte et traitement, une séparation de phases (par pressage). La phase liquide est dirigée vers la station de prétraitement et la phase solide est collectée pour traitement par la société Preval (25).

Or, la société « Preval » n'est pas autorisée à recevoir et à traiter des sous-produits animaux de catégorie 2, à ce jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les matières stercoraires, les lisiers et/ ou les fumiers ne doivent plus être acheminés vers la société « Preval » tant que celle-ci ne dispose pas d'un agrément sanitaire pour traiter des sous-produits animaux de catégories 2. Une autre filière adaptée doit donc être recherchée pour le traitement de ces produits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 14 : Traitement des boues**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 30

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

**Prescription contrôlée :**

Les matières recueillies lors du prétraitement des effluents de l'installation défini à l'article 26 du présent arrêté ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement sont collectées, transportées et éliminées conformément au règlement (CE) n° 1774/2002 susvisé.

**Constats :**

Les boues sont traitées via la société d'équarrissage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 15 : épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage sur ou dans les terres agricoles :  les effluents, à l'exclusion des eaux-vannes, qui ont subi le prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté dès lors que l'exploitant ne possède pas de station d'épuration ; les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires situés en aval du dégrillage défini à l'article 26 du présent arrêté ; le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur.  Ne peuvent pas faire l'objet d'un épandage les sous-produits de l'abattage non transformés, y compris le sang ainsi que les matières récupérées en amont du prétraitement défini à l'article 26 du présent arrêté. Il s'agit des déchets arrêtés par les siphons de sol grillagés situés dans les locaux de travail, les déchets de dégrillage, les boues de curage des canalisations situées en amont de ce prétraitement ainsi que les résidus bruts de dégraissage susceptibles de colmater les sols.  Pour les abattoirs de ruminants, ces matières sont soumises à destruction par incinération ou co-incinération. Dans les autres cas, ces matières peuvent être valorisées dans les installations autorisées conformément à la réglementation en vigueur.  Les épandages font l'objet d'une étude préalable comprise dans l'étude d'impact et répondent aux dispositions de l'arrêté du 17 août 1998 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b>  Non concerné
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 16 : Surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/05/2022, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent : a) être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ; b) être ramenées à une température inférieure ou égale à 30°C ; c) lorsqu'il s'agit d'abattoir de porcins, et par dérogation, la température des effluents doit être inférieure à 50°C précisée à l'article 2.2 de l'arrêté n° 143/2022 autorisation de déversement ; d) présenter des flux conformes aux valeurs limites précisées à l'article 2.2 ; e) présenter un rapport DCO/ DBO <sub>5</sub> inférieur ou au plus égal à 3 ; f) ne pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration ou la destruction des écosystèmes aquatiques à l'aval des points de déversement des installations d'assainissement dans le milieu naturel.  ....



**Constats :**

Le pH et la température des eaux en sortie de station de prétraitement sont mesurés en continu, les valeurs relevées lors du contrôle sont de :

pH = 6.95,

T°C = 19°C.

Les valeurs en flux et en substances sont traitées dans le point 20 du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Surveillance des émissions**

**Référence réglementaire :** Autre du 24/05/2022, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les eaux usées autres que domestiques autorisées à être rejetées ne devront pas dépasser les valeurs définies ci-après en flux max journalier (Kg/j) après un prétraitement.

Volume journalier maximal autorisé par l'établissement = 90 m<sup>3</sup>/j

Volume moyen journalier rejeté par l'établissement = 28 m<sup>3</sup>/j

Paramètres	Concentration indicative (mg/l)	Flux max autorisé (kg/j)	Flux moyen autorisé (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène	2000	180	56
Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours	800	72	16,8
Matières en Suspension	600	54	22,4
Azote Global	150	7,2	4,2
Phosphore Global	50	2,4	1,4
Graisses (SEH)	300 (1)	27	8,4
Hydrocarbures totaux	5	0,45	0,14

Les eaux rejetées ne devront pas dépasser les valeurs maximales définies ci-après en flux (kg/j). Aucune valeur instantanée ne doit pas dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Lors des journées d'abattage de porcs, il est admis par dérogation que la température des effluents rejetés dépasse les 30°C et de façon ponctuelle lors de la vidange du bac d'échaudage sans pour autant dépasser les 50°C.

**Constats :**

Non conformités relevées :

- aucune analyse n'a été réalisée sur la période de mise en place de la nouvelle station de prétraitement soit d'octobre 2023 à fin mai 2024.

- les résultats ne sont pas systématiquement transmis au service d'inspection des installations classées, notamment via GIDAF.

La 1<sup>ère</sup> analyse réalisée au moment de la mise en service de la station de prétraitement (analyse du 29 mai 2024) a présenté des résultats non conformes en MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, NGL et P tot.

A partir du 03 juin 2024, l'ensemble des analyses réalisées en sortie de station de prétraitement est conforme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 18 : Fréquence de surveillance

**Référence réglementaire :** Autre du 24/05/2022, article 6.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité des rejets.

L'établissement met en place un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

Paramètres	Fréquence
pH	12 analyses / an
DCO	12 analyses / an
DBO <sub>5</sub>	12 analyses / an
MES	12 analyses / an
N total	12 analyses / an
P total	12 analyses / an
Graisses	4 analyses / an
Hydrocarbures totaux	4 analyses / an

Les prélèvements sont effectués sur des échantillons moyens de 24h, proportionnels au débit, conservés à basse température (4°C) et un jour représentatif de l'activité de l'entreprise.

L'entreprise transmettra dès leur réception des résultats de cette autosurveillance à la Communauté de Communes du Grand Besançon.

**Constats :**

Les fréquences d'analyses sont respectées : une analyse mensuelle pour l'ensemble des paramètres à contrôler.

**Type de suites proposées :** Sans suite